

Conseil national des 5 et 6 mars 2016 – Discussion

Sébastien Laborde – Gironde

La situation politique a changé depuis notre dernier CN, bousculée par la mobilisation contre la loi travail. Mouvement inédit car il mobilise des jeunes, salariés qui contestent la loi et dans le même temps dénoncent leurs conditions de travail actuelles. Inscrivons-nous dans les mobilisations des 8, 9, 10, 31 mars. Et mettons en débat nos propositions pour un Code du travail mieux protecteur et qui réponde aux enjeux car aujourd'hui le Code du travail ne protège plus bon nombre de salariés : lançons en grand notre campagne sur le travail.

Nathalie Marchand – Somme

Zéro chômage pour une société de partage. Le projet de loi El Khomri constitue un recul historique pour les droits des salariés. Ce texte, qui répond en tous points aux demandes du Medf, n'est pas amendable en l'état. Pour nous, il s'agit de ne pas lâcher sur le principe de protection des salariés. Une seule réponse possible : la lutte contre l'explosion de la précarité et la dégradation de la vie au travail. Nous sommes face à un patronat et un gouvernement qui s'opposent à nos droits et libertés. Si cette remise en cause des droits des salariés est purement idéologique, elle aura dans tous les cas un impact sur l'économie nationale et locale. Avec l'Huma, réinscrire les projets de loi portés par nos parlementaires s'impose : loi pour autoriser les moratoires, loi amnistie des militants, loi contre les licenciements. Dans le cadre de nos travaux au congrès, se donner l'objectif de porter une grande et nouvelle loi sociale protégeant les salariés et assurant un statut pérenne au travail est indispensable.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

La campagne « zéro chômage » n'est pas à part de la bataille contre la loi El Khomri, c'est notre apport à cette bataille et pour 2017. Soyons offensifs pour la sécurité d'emploi et de formation, pour responsabiliser les entreprises, avec des pouvoirs des salariés et un crédit sélectif pour d'autres choix que la baisse du coût du travail. Pour zéro chômeurs, des pouvoirs aux travailleurs !

Cette bataille doit aider à nous réorganiser dans les entreprises. Mais la politique à l'entreprise, ça ne va pas de soi, donc on doit en formuler les raisons politiques.

Oui aux initiatives pour une issue de gauche en 2017, mais les militants doivent pouvoir être vraiment décideurs. On ne doit pas renoncer, comme le PG, à un rassemblement majoritaire à gauche. C'est cela qui a affaibli le Front de gauche : J-L Mélenchon ne peut être un candidat de rassemblement.

Pour un socle commun d'une primaire, il faut entrer dans le débat de contenu, sans surenchère, mais sans minimalisme. Avançons nos idées pour qu'elles influencent le plus possible le résultat.

Véronique Sanchez – Isère

L'offre politique faite pour la présidentielle est binaire. Or, il est nécessaire que chaque communiste prenne la mesure de la gravité et des conséquences si notre but du bien commun était absent du débat. Le mouvement social contre la loi travail nous offre un espace dans lequel nous devons proposer un Code du travail du 21^e siècle. Une initiative audacieuse et démocratique pourrait passer par une consultation des communistes sur la stratégie à adopter. Un Front de gauche (FG) oui, plus large, citoyen, syndical et surtout populaire. Cette offre binaire doit devenir unité. Et quel meilleur exemple que l'unité sur le droit des femmes, exemple symbolisé par Elsa Lefort Hamouri. Je propose que le CN exprime officiellement son soutien à Elsa.

Nordine Idir – Seine-Saint-Denis

La rupture est consommée entre les jeunes et la majorité présidentielle. La mobilisation actuelle doit faire une large place à la jeunesse. Surtout que nous serons confrontés à la même difficulté : la défiance de beaucoup de jeunes envers les organisations. Le 9 mars est une étape intéressante mais il faut mener la bataille sur les choix de société, pour de nouveaux droits dans la formation et l'emploi. C'est un accord partagé dans les organisations de jeunesse, à pousser dans le débat pour 2017.

Xavier Compain – Côtes-d'Armor

La mobilisation qui grandit dans le pays face au projet de loi El Khomri, comme la colère exprimée par le monde agricole posent dans les luttes l'exigence de vivre dignement de son travail. Avec force, le mutualisme, la coopération, les organisations agricoles ont témoigné lors du SIA de l'état de la crise et crainte en l'avenir. De l'attente à trouver des issues d'urgence et de vision à long terme. Avec lucidité, les communistes sont interpellés. Convergence des luttes et construction de majorité nouvelle sont au cœur des attentes de la période.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

La mobilisation contre la loi El Khomri est intéressante car elle rassemble beaucoup de monde différent : la jeunesse, les « galériens » du travail, les cadres des grands groupes travaillant « au forfait », les salariés qui cherchent un modèle économique différent et plus coopératif... Cette pétition rassemble tout le « mal-être au travail » de la société. A nous d'en faire un mouvement politique important et structurant pour une gauche de transformation sociale. Parlons très clairement de réduction du temps de travail, du salaire décent pour tous et de temps libéré. Cela va être un moment important pour organiser le débat politique. Sachons écouter, débattre, décrypter, proposer !

Yves Dimicoli – Paris

Les réponses capitalistes à la crise de 2007-2008 préparent une crise plus grave pour 2017-2018. Monnaie et banques ont été asservies à la finance contre l'emploi et les services publics. Le projet

El Khomri redouble dans ce sens en voulant briser le statut de l'emploi salarié. La riposte engagée peut peser lourd pour 2017, notre campagne « emploi », avec nos propositions sur l'argent, aidant au succès du processus candidatatoire commun auquel nous nous sommes ouverts. Mélenchon a décidé de tuer le Front de gauche après avoir réussi, avec les médias, à le faire dériver très loin de ses objectifs fondateurs. Il prend l'énorme responsabilité de disperser l'électorat de gauche anti-austérité en risquant de stériliser une partie dans une protestation populiste et de faire se résigner d'autres à un vote Hollande-Valls dès le premier tour par peur d'un duel droite-FN au 2^e tour !

Béatrice Lejarre – Bas-Rhin

Le terme de « partage » apparaît comme un des identifiants de notre Projet et de notre campagne « Zéro chômeurs, pour une société de partage ». Mais qui partage avec qui ? C'est une question essentielle. Cette notion à première vue séduisante et généreuse, est floue et idéologiquement connotée. L'utilisation de ce terme brouille notre « message ». Cette terminologie ne permet pas de faire la clarté et de mettre en lumière la question de fond, celle des rapports de classes. Il nous faut énoncer notre vision de manière très explicite, noir sur blanc : nous travaillons à la construction d'un monde affranchi des rapports d'exploitation capitaliste, et donc aujourd'hui à celle d'une société où égalité et solidarité riment avec utilisation de l'argent et des richesses. Bien sûr le texte du projet porte ces idées, mais les communistes, et au-delà toutes celles et ceux qui s'intéressent à ce que nous portons, attendent plus de lisibilité de notre part. S'il nous faut tenir compte des terminologies en cours dans le débat et en investir certaines en y donnant un contenu, l'utilisation de nombre de termes n'est pas neutre : en débattre est une nécessité pour clarifier la perception de notre projet.

Pierre Laurent – Paris

Il est à la fois important de se féliciter du million de signatures de la pétition contre la réforme du Code du travail, de regarder les nouvelles formes d'organisation de la lutte (ex : la soirée du million sur Médiapart) et de voir que continue de se creuser la défiance vis à vis des structures traditionnelles d'organisations (syndicats, partis). 90 % des français n'ont pas confiance dans les Partis. Nous sommes déjà confrontés à cette difficulté. Il n'y a rien de naturel de mettre ensemble des cheminots, des agents RATP en grève avec des lycéens et étudiants dans la même manif.

La résolution est un signal dans le Parti pour que tous les communistes se mettent dans le mouvement avec deux objectifs : aider au décryptage de la loi – il y a besoin de continuer cet effort d'information pour montrer les enjeux et conforter le mouvement ; aider à organiser les convergences. On peut s'appuyer sur de nombreux élus communistes qui organisent des débats et qui sont référencés comme des facilitateurs dans les luttes. Un appel est lancé pour faire attention à la JC et l'UEC.

Paul Barbazange – Hérault

Après P. Laurent, je retiens en particulier de son intervention « nous sommes face aux enjeux de développement du mouvement ». Mon conseil départemental (34) s'est réuni avec la direction des JC et UEC ce jeudi. Un mouvement puissant contre l'insupportable paraît possible. Nous devons

en être pleinement. Apporter nos compréhensions des enjeux de classe et écouter comment un peuple très défiant envers les forces politiques compte agir. Trop c'est trop, c'est Macron et Rebsamen, l'état d'urgence qui motiveront les manifestants. Donc, pour le 9 mars, appel bref, dans la manif un texte national plus complet. S'inscrire dans la prolongation du mouvement par ses acteurs eux-mêmes. Des dates sont déjà connues, d'autres naîtront du mouvement. En agissant dans ce sens nous préparerons un grand 37^e Congrès et nous commencerons peut-être à desserrer l'étau électoral de la présidentielle.

Amadou Deme – Essonne

L'expérience vécue ces derniers jours avec les salariés de Veolia en lutte pour la dignité, les conditions de travail démontre que le rôle des militants communistes a été apprécié. Le groupe Veolia a baissé dans son budget recherche de 8 millions d'euros par rapport à 2014. La quinzaine de dirigeants de l'entreprise s'est vue augmenter, en 2015, 15 millions d'euros (+ 41%) par rapport à 2014. Notre rôle politise le débat, les luttes, sert à rassembler et aide à ouvrir une perspective. Les salariés sont inscrits et préparent la 2^e rencontre départementale du 17 mars en présence de Pierre Laurent, Marie-Noëlle Lienemann, une députée EELV, un syndicaliste CGT, Femmes solidaires... Sept adhésions ont été réalisées, dont des délégués syndicaux porte-parole de la grève. Nous devons les aider à s'organiser dans l'entreprise.

Thibaut Bize – Doubs

Le FN est en train d'essayer de récupérer la colère que génère la proposition de loi El Khomri dans le monde du travail. Le PCF doit donc jouer un rôle de premier rang dans la mobilisation qui semble se créer, sans pour autant prendre la place des syndicats. Nous pourrions lancer des forums et des plates-formes internet pour rédiger une contre proposition de loi avec les acteurs du mouvement et qui pourrait être portée par nos parlementaires. Il faut également démonter l'argument que c'est fait pour réduire le chômage, c'est en réalité l'inverse, et alerter sur la gravité des accords d'entreprises.

Francis Parny – Val-d'Oise

Oui à l'engagement du PCF dans le combat contre la loi El Khomri. Oui à des propositions alternatives. Mais non aux trois derniers paragraphes qui « utilisent » ce combat pour justifier une stratégie de « renaissance » de la gauche avec un appel à un « bon » vote en 2017. Ceux qui défileront le 9, et le 31 mars, n'auront pas cela en tête.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

D'accord avec Céline Brulin : besoin de décryptage de la loi travail dans le Parti avec notre touche originale, nos propositions alternatives. Dans le 49, on fait une formation avec un syndicaliste et un économiste. Par ailleurs, besoin d'une communication multiforme : à la presse, au Parti (c'est l'objet de la résolution du CN), sur les réseaux sociaux. Faire une campagne spécifique du PCF contre la loi travail sur les réseaux sociaux est indispensable. Enfin, j'espère que l'Huma sera

capable de faire une « Une » créative qui permette de décorer les banderoles et panneaux des manifestants.

Christine Mendelsohn – Bouches-du-Rhône

Nous voulons le changement du fonctionnement de la BCE : elle pourrait à la fois permettre l'engagement de ressources nécessaires à la production et en même temps assainir le système financier. C'est ce qui allie un front progressiste au niveau européen avec le Parti de la gauche européenne et au-delà. Nous devons fixer les enjeux en termes de classe pour trouver les solutions. La réussite du 9 mars en France serait une bouffée d'espoir en Europe aussi. Les communistes doivent être identifiés comme ceux qui veulent changer la politique pour que chacun puisse s'émanciper ici et dans le monde.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Les textes citent : « les capitalistes », « l'exploitation capitaliste », « classe dominante », sans énoncer clairement la place, le rôle des grands groupes industriels et financiers (GGIF). 2015 a connu le record mondial des fusions/acquisitions : 5 000 Mds de \$ dans le monde, 750 Mds de \$ en Europe, 11 Mds de \$ en France, soit l'équivalent du déficit de la Sécurité sociale. En dénonçant la connivence entre marchés financiers, GGIF, pouvoirs politiques en France et en Europe : (étranglement des PME/PMI, domination sur l'ensemble de la société, casse de l'emploi ouvrier, course au dumping social), en mettant au regard des propositions concrètes (reconquête du capital public dans les GGIF, droit de veto des CE contre les projets de casse de l'emploi mais aussi de recomposition capitaliste guidée par le profit) on montrerait plus clairement l'enjeu que représente la reconquête de l'activité politique dans les entreprises et lieux de travail.

Marie-Françoise Michenaud – Vendée

Nous proposons de prendre le projet par un bout résolument offensif. Nous sommes confrontés à des défis historiques qui nous obligent à envisager le projet à partir d'eux. Le défi écologique, pour lequel nos propositions sont « diluées » ; le défi de la mer, le défi des océans ; le défi de l'emploi, du travail ; le défi du numérique, de l'informationnel. Nous avons à repenser notre « modèle », si modèle de développement économique il doit encore y avoir ; définir ce que nous entendons par société de partage, de progrès. Faut-il continuer à attendre la croissance et rester dans nos schémas économiques habituels ? Redéfinir ce que nous voulons produire pour répondre aux besoins, aux droits humains, au respect de l'environnement (exemple de l'aéroport NDDL pour lequel nous demandons depuis des mois un débat dans le Parti et une prise de position nationale).

Nicolas Bonnet – Paris

Le projet doit être la priorité avant de parler de la stratégie pour 2017. On parle beaucoup du Front populaire comme point de repère historique. C'est la conquête de la réduction du travail, des congés payés et de loisirs. Les lois El Khomri et Macron visent à augmenter le temps de travail et donc à réduire le temps libre. Notre projet doit exprimer une nouvelle étape de la conquête du

temps libre, c'est un enjeu d'émancipation. C'est le temps consacré à la famille, à l'engagement associatif, aux loisirs, aux vacances, aux sports et à la culture qui sont en jeu.

Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais

La question des migrations, qui ont fait notre humanité, est devenue une crise migratoire au profit de tous les exploiteurs et des politiques de guerre et de répression. Le système capitaliste a besoin de guerre, a besoin d'entretenir les divisions entre opprimés, la période est d'une rare violence. Notre responsabilité est de combattre les peurs, de déconstruire les schémas de division. Il est urgent d'exprimer toute notre solidarité aux migrants, aux habitants, aux associations. Les solutions existent, l'argent aussi. Il est urgent que chaque mineur isolé, chaque femme isolée puisse rapidement obtenir protection et papiers. Nous devons saisir le défenseur des droits, exiger une commission parlementaire, écrire une résolution. Notre combat c'est celui de l'égalité et de la liberté, ce combat est universel et ne connaît ni mur, ni frontière.

Eric Jalade – Tarn

Nous avons besoin de dire les choses clairement pour être compris de la population. Aujourd'hui le rapport des forces à l'échelle internationale est – hélas ! - en faveur des forces du capital : c'est l'état de la lutte des classes. La France reste un pays riche (+ de 2 600 milliards d'euros de PIB en 2015) avec des inégalités qui n'ont jamais été aussi criantes. Les moyens existent donc pour une autre politique. L'approche des notions de « mondialisation » ou l'analyse de l'Europe - et de l'Union européenne - méritent d'être revues, notamment à partir de l'expérience de notre peuple. L'UE est, dès l'origine, un cadre mis en place par le capital. De même, le rôle de l'impérialisme dans le développement des guerres n'est pas clairement évoqué. Besoin de clarifier les notions et de porter un projet de société clair et intelligible et d'être de plain-pied et offensifs dans la bataille idéologique.

Michèle Leflon – Ardennes

L'échec des gouvernements de gauche dominés par le PS depuis 1981 montre à quel point l'aménagement du capitalisme est une impasse politique. Nous devons proposer des solutions radicales rompant avec le capitalisme tout en ayant pour tout de suite des mesures améliorant la vie de notre peuple. Il faut changer la place du curseur dans la répartition des richesses. Mais pas seulement : un curseur peut bouger dans les deux sens. C'est la question des pouvoirs qu'il nous faut aborder. D'où l'intérêt de nos propositions sur la sécurité emploi/formation. Et aussi sur la sécurité sociale où le lien entre cotisation et production de richesses participe à cette reprise de pouvoir.

Yves Dimicoli – Paris

Le texte 1 a très bien évolué. Trois remarques : 1) Parlons de l'emploi et pas seulement du travail, a fortiori avec la lutte contre le projet de loi El Khomri qui veut détruire le statut de l'emploi salarié. 2) Nous devons être aussi précis à propos du crédit bancaire qu'on l'est à propos de la fiscalité.

Nous disons que le changement des critères du crédit c'est une « nouvelle frontière ». Il faut donc proposer qu'un nouveau crédit pour les investissements des entreprises serait assorti d'un taux d'intérêt d'autant plus abaissé que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. 3) Il faut dire que nous voulons une autre construction européenne avec un euro au service du développement des peuples plutôt qu'au service de la domination des marchés financiers.

Laurent Perea – Dordogne

Paysage politique miné tendant vers le piège 2017. Les possibilités de rassemblement explosent : Mélenchon d'un côté, division chez les Verts. Nous est posé d'être audibles dans la bataille idéologique en mesurant qu'ils vont tout utiliser pour radicaliser débat, décrédibiliser issue possible avec une primaire. Bataille contre loi El Khomri peut ouvrir sur le champ politique. Aborder primaire non de manière binaire, mais avec aspect de réunir toutes les forces autour du FG, électeurs Hollande cherchant une autre voie afin de construire processus politique amenant au socle commun souhaité. Texte amène clarification, fond, méthode, remet en ordre les choses, le citoyen devient la clé. Il invite à réapparaître dans le débat idéologique à gauche de construction alternative possible. Primaire devient primauté débat, rassemblement, socle commun d'entrée.

Martine Gayraud – Gard

Les modifications apportées au texte sur 2017 me conviennent, elles répondent à une attente : pas de rupture dans la stratégie mais une relance, redéployer le FG dans la situation présente, créer les conditions d'une nouvelle étape, ouvrir le débat et la construction citoyenne. Tout cela sera efficace si nous sommes clairs et précis sur ce que nous proposons. La priorité n'est pas les primaires, mais bien la construction d'une réponse politique de gauche qui nous sorte du renoncement et de la soumission et sur laquelle tous ceux et celles qui luttent puissent se retrouver.

François Auguste – Isère

On est dans un de ces moments où l'histoire s'accélère, en pleine crise de la politique traditionnelle. Les gens sont en recherche d'issue à cette crise en empruntant des chemins nouveaux sans exclure ceux qui parmi les politiques vont dans le même sens. Tout bouge beaucoup, au jour le jour. 2017 n'est plus 2012. Conservons le label et les démarches du Front de gauche, débattons avec ses composantes, et sans opposer les deux, investissons le processus de la primaire de gauche. Cela implique pour réussir : que les communistes y rentrent dedans ; faire en sorte que le débat citoyen prenne de l'ampleur pour construire les exigences incontournables d'une politique de gauche ; créer les conditions d'une candidature porteuse de ces exigences populaires ; réussir la consultation à 500 000 voix pour mettre en mouvement les citoyens.

Vincent Bouget – Gard

Derrière la question sur les primaires, une question de fond est posée, celle d'un changement de stratégie de notre parti. Si la primaire est pensée comme le moyen de retourner à une stratégie d'union de la gauche en acceptant que le pouvoir actuel et le PS (en tant que tel) participent, alors nous risquons un discrédit politique pour la gauche et pour notre mouvement. Ce serait aussi faire l'impasse sur l'état très préoccupant du rapport de force idéologique qui détermine les rapports de forces politiques. Un processus de primaire peut voir le jour pour rassembler de façon dynamique ceux qui portent l'alternative. Mais il serait dangereux de rompre avec la démarche du FG (ce que fait J.-L. Mélenchon) pour le présent et l'avenir.

Marie-Christine Burricand - Rhône

De très nombreux communistes refusent la primaire et nous y allons quand même, renforçant la présidentialisation du régime et notre enfermement dans les institutions. Le texte 2017 ouvre la porte à notre soutien à une candidature socialiste et des candidatures communes aux législatives, comme s'il suffisait de ne pas ou ne plus être au gouvernement pour n'avoir pas de compte à rendre. Hollande met en œuvre l'orientation du PS, et qualifier ce gouvernement de clan est un tour de passe-passe pour nous ramener à l'union de la gauche vieille formule ! La crise politique a commencé avec le tournant de la rigueur en 1983 et la pédagogie du renoncement. C'est Mitterrand qui met le FN en selle. En 2002, Le Pen est déjà au second tour et la gauche plurielle déconsidérée.

Le détricotage du Code du travail a commencé dans les faiblesses de la Loi sur les 35h de Martine Aubry. Nous payons cher notre choix de 2012 avec Mélenchon, n'en rajoutons pas avec la primaire. Stop à l'effacement du PCF.

Christian Picquet – Paris

Nous ne débattons pas de tactique électorale, mais de la réponse aux défis de l'avant et de l'après 2017. Pour conjurer le risque d'une gauche marginalisée pour longtemps.

Déchéance de nationalité et loi travail ont remis en mouvement une série de secteurs populaires. Elles ont en même temps consacré la rupture du pouvoir avec la majorité de la gauche.

La « primaire » en est la première traduction et déstabilise la stratégie de François Hollande. Entrons dans le processus pour le pousser jusqu'au bout : l'isolement définitif du clan gouvernemental au sein de la gauche.

Il nous faut reprendre pied au cœur de la gauche, nous adresser « grand angle » à ces électeurs et militants (notamment socialistes) formant la majorité de la gauche, reprendre le drapeau du rassemblement de la gauche en devenant l'aile marchante de celui-ci. Ce que vise la bataille sur les contenus (le « socle d'entrée » dans la « primaire »).

Évidemment, cela exige un changement : non avec l'idée du Front de gauche, mais avec ce qu'il est devenu, à savoir une construction ayant tourné le dos à l'ambition de réorganiser la gauche tout entière sur une ligne antilibérale. Les incantations au FdG ne servent à rien au moment où J-L

Mélenchon dit vouloir en tourner la page. Nous voulons revenir à la visée majoritaire des origines, menons le débat avec ceux qui nous ont accompagnés dans cette expérience.

François Diot – Nièvre

La démarche proposée pour 2017 est la plus juste politiquement, dans un contexte politique d'une gravité extrême. Elle montre un Parti qui veut prendre en main l'avenir du pays en ayant pris la mesure de la situation. Démarche cependant compliquée, nécessitant beaucoup de discussions et d'accepter de « naviguer à vue » dans une situation très évolutive. Au final les communistes trancheront.

Dans la Nièvre nous sommes parties prenantes d'un « appel de citoyens nivernais » d'une trentaine de signataires (issus du PCF, d'EELV, du PS, d'Ensemble, de ND, et une majorité de citoyens aux engagements syndicaux, culturels ou associatifs) reprenant les préoccupations de l'appel de Libération et invitant la population à une série de 7 ou 8 réunions thématiques d'ici l'été. Nous proposons qu'elles soient le lieu de discussion du « socle commun », en commençant par 2 des principaux verrous identifiés : les Institutions et l'Europe. En lien évident avec l'actualité sociale.

Certes il faut « tout tenir » car les objectifs des uns et des autres divergent (attention aux postures). Mais c'est en partant du CONTENU qu'on orientera le processus dans le bon sens. Le « socle commun » doit être le même pour Présidentielle et Législatives, préfigurant une sorte de « contrat de gouvernement ». Processus très incertain mais très prometteur si nous pouvons le mener à son terme. Cela ne dépend pas que du PCF mais son rôle sera déterminant.

David Pellicer – Tarn-et-Garonne

Je suis surpris de la teneur de notre texte de congrès sur la stratégie en faveur des primaires. Lors du CN de janvier nous avons gardé plusieurs « portes » ouvertes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Je rappelle aussi mon étonnement d'entendre nombre de camarades annoncé la mort du Front de gauche. Alors que celui-ci, il y a quelques mois, pour les cantonales et les régionales (LRMP) de 2015, nous a permis d'atteindre les 10 %.

Pour en revenir sur les primaires, je ne me vois pas faire campagne avec le PS alors que celui-ci a joué la carte des grands groupes financiers lors de la lutte des personnels de la clinique du Pont de chaume (Montauban) qui a duré plus de 50 jours. Quelle lisibilité allons nous avoir, sinon de sauver le soldat Cambadélis, une fois de plus ? Une fois de trop !

La question fondamentale pour ces présidentielles est qui est capable de parler au peuple sur un contenu de transformation sociale ? Supprimer l'option J-L Mélenchon, avec tous ses travers mais aussi ses talents, est une erreur. Des choses se passent de façon originale dans ce pays (comme l'appel contre la loi El Khomri), il serait dommageable de ne pas les voir, comme Izquierda unida qui n'a pas vu Podemos arriver.

J'ai voté contre la proposition du CN.

Francis Parny – Val-d'Oise

La résolution nous engage pour 3 ans, au-delà de 2017. Elle propose notamment de reconstruire la gauche en rassemblant tous ceux qui rejettent le « clan » gouvernemental. La fracture à gauche n'est pas là. Comme dans certains pays européens, il faut construire une alternative aux socialistes libéraux. Les primaires ne déboucheront pas. C'est pourquoi il faut soutenir la candidature J.-L. Mélenchon et la rendre collective en mettant en place 1 000 candidats qui mèneront ensemble la présidentielle et les législatives.

Michel Ceruti – Lot-et-Garonne

L'événement politique majeur à gauche face à la crise, c'est l'offre politique du PCF pour construire une nouvelle perspective à gauche sur un contrat de majorité. Ceci en utilisant l'intérêt suscité par les « primaires », pour un front populaire et citoyen (n'est-ce pas l'appel de Thorez en 1934 qui a conduit aux succès à gauche jusqu'à la Libération ?). C'est une responsabilité politique d'ampleur du PCF d'être à la hauteur des enjeux comme il a su le faire en d'autres temps. C'est urgent face à la menace d'une droite et d'une extrême droite à la présidentielle et aux législatives. Ce serait une gauche laminée pour très longtemps avec les conséquences que l'on connaît. En 47 nous avons engagé cette bataille à partir de l'action pour un renouveau industriel, l'emploi et la politique sociale.

Patrice Voir – Isère

Avons-nous réellement pris la mesure de la gravité de la situation et de la rupture démocratique. Je n'ai pas tourné la page du FG, mais je ne pense pas qu'il suffise de renouer, même avec quelques corrections, avec ce qui s'est fait en 2012 pour répondre à la situation d'aujourd'hui. Ces derniers temps il y a à la fois relance du débat à gauche et un mouvement social qui reprend de la vigueur. Développons en grand notre campagne pour l'emploi. Ouvrons des espaces d'élaboration et d'actions politiques. Nous ne pouvons pas nous en tenir à une initiative conservatoire du Front de gauche. Il nous faut imaginer une initiative politique permettant un rassemblement plus large, citoyen, populaire, nous tourner vers toutes les forces disponibles, pour débattre contenu, construire et agir. Consacrons-y toute notre énergie, notre créativité.

Sébastien Laborde – Gironde

La question à ce jour n'est pas de savoir quelle stratégie nous prenons mais quels gestes nous mettons en œuvre pour faire surgir dans le débat public les aspirations populaires et des contenus transformateurs : oui à une grande consultation populaire sur les contenus, oui à de grands débats publics, oui à des États généraux. D'ici à l'automne les choses vont évoluer, les communistes devront trancher au moment de la décision à l'automne. D'ici là, ne nous berçons pas d'illusions, les écueils sont nombreux, les possibles aussi : projetons ce processus au-delà des échéances électorales de 2017.

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

Il y a besoin de lever un certain nombre d'ambiguïtés partagées par de très nombreux communistes sur les primaires. Est-on prêt à aboutir sur la désignation d'un candidat socialiste ayant été ministre ou dirigeant du PS depuis 2012 ? Il y a quelque chose de contradictoire à vouloir rassembler la gauche sur des contenus de rupture avec l'austérité et le fait de peut être aboutir à une candidature qui a mis en œuvre une partie des orientations du gouvernement. Cette ambiguïté entrave l'implication de nombre de communistes. Ne pas clarifier la question du périmètre, c'est déjà se mettre en difficulté pour établir un socle commun de haute ambition.

Nombre de socialistes dissidents s'engagent dans ce processus pour la mise en œuvre du programme de Hollande de 2012. Est-ce la notre ambition pour les niveaux de changements à opérer ?

Nous avons donc besoin d'un PCF pleinement mobilisé et d'un FdG qui retrouve son orientation de départ, ferme sur les contenus et à vocation majoritaire pour peser dans le débat à gauche. Proposons à toutes les forces mobilisées contre la loi travail d'ouvrir des espaces de débats pour construire l'alternative politique. Je propose un amendement pour travailler à l'émergence d'une candidature issue du mouvement social. J'avais également proposé un amendement pour dire clairement que nous ne pourrions pas soutenir une candidature ayant soutenu ou mis en œuvre les politiques du gouvernement depuis les 5 dernières années.

Laisser planer le doute sur une candidature proche ou issue du gouvernement depuis 2012, ce serait aussi laisser planer le doute sur de futurs nouveaux renoncements une fois élus.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Pour 2017, nos choix ne peuvent sous-estimer l'ampleur et la nature de la crise du capitalisme en Europe et en France, les conquêtes du libéralisme en termes d'idées et de rapport de force dans la démocratie représentative, la fracture qui existe entre la politique et la société en général. Que droite et extrême droite dominant, que la direction du PS reste inféodée à la ligne et aux destins de Hollande et de Valls malgré de le désarroi interne et des désaffections, que l'autorité des valeurs de la gauche s'est considérablement affaiblie. Qu'une majorité de français pensent que c'est plus fort ce qui les divisent, que ce qui les rassemblent mais qui recherchent une voie d'action et d'union (ex : loi du Code du travail). C'est pourquoi le texte ouvrant nos débats, à conscience de la nécessité de faire du rapport de force avec un projet, une grande consultation nationale des citoyens, des états généraux dans chaque circonscription, d'éventuelles primaires majoritairement bien perçues par l'électorat PCF/FdG mais alors « désinstitutionnalisées » par l'élaboration populaire d'une plate-forme commune... l'enjeu de l'engagement et d'une perspective politique.

Joël Carliez – Somme

Regardons bien ce qui se passe. Il y a de la défiance à l'égard des partis politiques. Jean-Luc Mélenchon utilise celle-ci pour assouvir ses ambitions personnelles mettant en place une véritable machine contre les partis et singulièrement contre le nôtre. De peur de voir éclater le FG, voire d'être accusés de porter la responsabilité de son éclatement, nous n'avons pas su pousser certains

débats de fond qui étaient pourtant latents. D'autre part, nombre d'électeurs socialistes, écologistes, communistes, Front de gauche, nombre de ceux qui ont boudé les urnes rejettent la politique gouvernementale et affirment leur volonté de bousculer la donne sur une politique en rupture avec 2012, avec l'ambition de dégager une candidature commune. Enfin, le développement du mouvement social avec l'irruption de la jeunesse peut être décisif pour installer un meilleur rapport des forces. Les potentialités existent. A nous de travailler avec le mouvement populaire une offre politique ambitieuse sans jouer petit bras et avec intelligence politique.

Raphaël Debu – Rhône

Nous devons inverser la logique présidentielle : c'est à l'Assemblée nationale qu'est déléguée la souveraineté du peuple et donc c'est au législateur de mettre en œuvre le nouveau contrat social qui naîtra de notre démarche de construction politique collective. C'est donc 577 candidates et candidats que nous devons « présenter » à la présidentielle, inversant ainsi le poids de la charge, et mettre en avant notre conception d'une nécessaire 6^e République. C'est ainsi que nous « forcerons » l'inversion du calendrier et que nous pourrons porter les débats de fond, sans céder à l'hystérie présidentielle.

Ismaël Dupont – Finistère

La proposition de projet « Le temps du commun » présente des perspectives intéressantes sur les enjeux du 21^e siècle et les fondements de notre engagement, mais elle manque d'une feuille de route programmatique, d'une détermination en termes de propositions, d'objectifs de court, moyen et long terme nous permettant de définir la question du « comment », de conditionner des politiques d'alliance, d'avoir des mesures concrètes à défendre vis-à-vis des citoyens. Du scepticisme dans le Parti par rapport à l'ouverture aux primaires : au nom du rassemblement de la gauche pour déjouer les scénarios annoncés pour 2017, va-t-on tourner le dos pour l'après 2017 à la nécessité de faire grandir une gauche de rupture et de transformation ? Qui dit primaire dit acceptation du résultat, or la perspective d'avoir à voter pour un candidat de la gauche du PS qui a soutenu la politique du gouvernement n'enchanté pas. Les avis sont très partagés. La crainte existe d'une OPA de Mélenchon sur l'électorat et les militants du Front de gauche, qui interroge aussi sur la préparation des législatives.

Joël Gallais – Morbihan

Sur les primaires, problème de démocratie. Ce qui était une hypothèse est devenu un « choix tactique ». On est allé vite en besogne, sans consulter les communistes. Ne pas lâcher le Front de gauche. Le PCF a sa part de responsabilité dans la mise en sommeil du FG. L'Humain d'abord : comment et par qui sera porté notre programme de 2017 ? Le « socle commun » sera le PPCD d'une gauche « de progrès », loin de l'exigence de rupture avec le capitalisme qu'exige la crise que nous connaissons. La base du Parti et du Front de gauche est sceptique sur les primaires. La démarche de Jean-Luc Mélenchon, malgré les réserves, suscite de la sympathie.

Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes

Réaffirmer la pérennité du Front de gauche, malgré les difficultés, va rassurer tous ces militants non-encartés qui ont trouvé dans le FG un outil pour militer, y compris des militants du PG. Sur les primaires je suis toujours réservé, tant sur la méthode de la direction, que sur leur utilité, et je ne suis pas le seul si j'en crois les réactions des communistes, d'élus et de militants non-encartés. Alors comment influencer sur le contenu des débats, et donc du choix du candidat, si les communistes en désaccord refusent d'investir la bataille ? D'autant que rien ne dit que Hollande, ou un autre ayant soutenu la politique du gouvernement, ne se présentera pas et même qu'il ne serait pas en position de les remporter.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Dans le contexte politique actuel, nous avons des difficultés découlant de deux retards : les entreprises et le FN. Notre priorité dans la bataille contre la loi travail devrait être de se tourner vers les entreprises : on pourrait lister dans chaque fédération les entreprises aux portes desquelles notre appel contre la loi travail peut être distribué dans les jours qui viennent. Pour le FN, on pourrait mener campagne, dans la durée, pour démasquer le contenu de classe de son programme. Plusieurs conceptions du Front de gauche sont en compétition depuis sa création. Celle du PCF (rassemblement à vocation majoritaire autour d'un contenu transformateur de gauche) est-elle en échec ? A la veille du 9 mars, rien n'est moins sûr. D'accord pour un débat vers 500 000 personnes sur les 3 thèmes proposés. Par contre, pour une section d'entreprise, dans un groupe champion du CAC 40, plutôt que « la dictature des marchés financiers », « la dictature du profit » passerait mieux. Ne dédouanons pas la GGIF (grands groupes industriels et financiers).

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Le projet El Khomri : électro-choc et rejet massif. Notre responsabilité : faire reculer l'idée de conciliation avec le patronat et celle que les pouvoirs sur l'argent seraient secondaires. Ni laisser l'alternative à M. Aubry, ni laisser entendre qu'il faudrait viser la conservation, face aux défis de précarité et des technologies.

Sécurité d'emploi ou de formation ? Ce n'est pas avant tout des garde-fous. C'est dire que pour l'efficacité il faut une mobilité de développement des travailleurs, mais que nous ne nous en remettons pas au marché, du travail et financier, ni au patronat pour cela. D'où l'importance des pouvoirs nouveaux à créer et des financements, jusqu'au verrou de la BCE. Ceci d'autant plus avec la crise financière qui vient. Favoriser les prises de conscience qui s'amorcent (campagne « Quantitative easing for people » à laquelle je participe).

Les débats avec J-L Mélenchon. Sa posture est : protestation, surenchère franco-française, valorisation de l'isolement politique, voire de la politique « du pire », et valorisation assez systématique du FN. Nous voulons conquérir des pouvoirs à tous les niveaux, comme points d'appui aux luttes et aux transformations et n'avons pas une posture du « tout ou rien », aussi bien pour les élections politiques que pour l'euro, les banques et le crédit.

Pour 2017 et au-delà, notre congrès pourrait réfléchir à un grand mouvement citoyen, en France et en Europe pour une autre utilisation de l'argent, des banques et de la BCE. Et l'impulser.

Thibaut Bize – Doubs

Il faut faire le bilan du FG par rapport aux objectifs que l'on s'était fixés lors de sa création : « créer un front populaire et citoyen à vocation majoritaire ». Force est de constater que la mobilisation populaire de 2012 autour du FG est retombée et qu'il faut lui donner un second souffle dans sa dimension populaire et citoyenne. L'ouverture d'un processus de primaire ou autre peut, en lien avec les mobilisations, devenir ce renouveau d'un « front populaire et citoyen à vocation majoritaire ». Cependant, malgré la situation mouvante, il faut présenter un objectif clair et un calendrier aux communistes qui ne comprennent pas tous la démarche.

Yves Jamain - Vienne

De bonnes intentions mais trop souvent souvent incantatoire. Ce congrès doit prendre des décisions concrètes. Par exemple, la formation militante est une question décisive, ça va de pair avec le renforcement, l'émergence d'une nouvelle génération de militants, l'accueil des nouveaux... Il faut développer la formation à tous les niveaux, de la proximité (de base, intermédiaire, de cadres, thématiques...) et des formats adaptés au public visé. Le contenu doit inclure aussi des questions très pratiques sur le travail militant et de direction.

Le travail de direction devrait être plus partagé. Il existe des outils de travail collaboratifs qui sont utilisés dans d'autres milieux qui permettent d'être plus productifs, de mieux partager. Il faut là aussi de la formation.

Notre base de données COCIEL est pour une part obsolète et il faudrait passer à une version 2, généraliser son utilisation, avoir des personnes ressources réparties sur le territoire pour la mise en production et le soutien.

Véronique Sandoval – Paris

Au moment où la social-démocratie laisse tomber les ouvriers et les employés, où le FN cherche au contraire à accaparer le vote de ces classes populaires majoritaires mais qui n'ont pas droit à la parole et ne croient plus ni en la droite ni en la gauche, nous devons dire haut et fort que la transformation profonde de la société à laquelle nous aspirons ne pourra se faire sans qu'elles en soient les principaux acteurs. Dire haut et fort que nous voulons être leur parti, l'instrument qui leur permet d'être écoutés, de s'organiser, de devenir acteurs de leur avenir et la base du rassemblement de tous ceux qui vivent (ou cherchent à vivre) de leur travail.

Pascal Bagnarol – Corrèze

Le FG était un moyen extraordinaire pour, à moyen et long terme, aller vers un Front populaire dont nous avons grand besoin. Il n'est pas trop tard si nous arrivons à mettre en place tous les garde-fous nécessaires pour ne pas retomber dans les mêmes errements, à commencer par ceux qui doivent nous préserver des ego démesurés. Ne lâchons rien sur la proportionnelle intégrale, Arrêtons la dispersion des communistes sur des collectifs à répétition, sans nous enfermer, avec

bien au contraire la soif de nous ouvrir aux autres, de confronter nos idées et nos propositions avec la volonté de rassemblement dans lequel nous ne sommes pas obligés d'être les porte-drapeaux... A notre place tout simplement, comme nous l'avons été dans les moments les plus durs de notre histoire, mais cette fois bien en phase avec le XXI^e siècle. Afin que ces bonnes intentions ne restent pas lettre morte, nous travaillons depuis plus d'un an à la restructuration de notre parti sur le département avec les communistes afin de nous doter d'un outil efficace. De sections calquées sur les périmètres institutionnels qui changent : cantons, communautés de communes, nous partons des bassins de vie. Nos sections sont plus étendues mais permettent un redéploiement des camarades sur le terrain plus apte aux initiatives partant du terrain et non en attente de celles proposées par la fédé... comme ils disent ! Cela peut recréer des dynamiques dont nous avons grandement besoin.

Aline Guitard – Rhône

Le texte 3 parle du cœur des choses : l'outil dont nous avons besoin pour atteindre notre visée, changer la société. Ce texte n'est pas une révision de statuts : il nous invite à lister des priorités concrètes. Il ne s'agit pas de faire « table rase » mais d'enrichir les pratiques en mutualisant les expériences, en permettant l'échange entre fédés. Il faut concevoir notre fonctionnement à partir des besoins et des priorités pour être plus réactifs et plus visibles. L'exemple de l'entreprise : s'y implanter est une urgence mais ne se décrète pas en créant une cellule. Il faut inventer un espace permettant la réflexion sur le travail sans créer de force une structure, là où il est déjà difficile de militer syndicalement.

Marie-Françoise Michenaud – Vendée

De quel projet de Parti sommes-nous porteurs ?

Depuis plusieurs mois, nous sommes dans un cycle de discussions, de réflexions, de construction d'une force politique qui porte du sens. Nous accueillons des femmes et des hommes de tous horizons. Le parti que nous voulons doit avoir une recherche de pratique démocratique de très haut niveau : en Vendée, nous avons entrepris des rencontres décentralisées de communistes, ouvertes à toutes et à tous, pour parler de nos projets. Pas de « rapport introductif », d'entrée la parole aux présentes et présents. Pas de langue de bois. Les « jeunes », les nouveaux adhérents veulent de la visée, du sens et agir. Il est urgent que nous revoyions notre logiciel. Il y a un problème de représentativité dans les instances statutaires : comme être dirigeant d'une fédération, élu en même temps, permanent ou être représenté presque exclusivement par des permanents lors d'une instance décisionnaire. Un amendement sur la notion d'exploités : intégrer les paysans, artisans, travailleurs indépendants, intérimaires, responsables des petites entreprises...

Jacques Maréchal – Moselle

Notre première préoccupation doit être de travailler à la valorisation de notre richesse militante. Le rôle de *l'Humanité* doit être relancé, comme un outil essentiel au service de l'engagement. S'agissant du texte, second paragraphe il serait préférable de parler conquête et non reconquête,

car notre projet est de faire du neuf en matière de démocratie et de rompre notamment avec la délégation de pouvoir. Il faudrait également travailler sur les pratiques militantes, les valoriser, mutualiser les expériences. Il nous faut également réfléchir à une pédagogie pour aider à la découverte du militantisme.

Hélène Bidard – Paris

Le texte permet des avancées mais il faut le mettre plus en accord avec le texte « Projet », notamment sur la place des femmes salariées et de leurs luttes, dans les 99 %. Nommer la classe majoritaire, c'est nommer les femmes qui représentent 80 % des temps partiels. Dans nos structures et directions nous devons viser l'égalité. Cela passe par la parité bien sûr, mais cela n'est pas suffisant. On le voit quand il y a un scrutin uninominal, comme dans tous les partis ce sont des hommes qui sont alors présentés. Dans nos directions il nous faut une politique volontariste pour l'égalité.

Nicolas Bonnet – Paris

Nous sommes dans un contexte de rejet des partis politiques qui doit nous préoccuper. A cela s'ajoute un recul de nos organisations sur le terrain (section, cellule, notamment en entreprise) dont nous avons tous conscience. Un état des lieux, une évaluation s'impose de la vie du Parti. La place des ouvriers, employés, sans emploi, précaires dans nos instances et notamment dans nos directions est aussi préoccupante. Ce doit être une question centrale de notre congrès. Il faut réfléchir à la formation militante et à la formation de nos cadres. Pourquoi pas une école permanente ? Le suivi des fédérations et des sections est également une question importante. Nous avons besoin d'un espace pour travailler avec les intellectuels et les chercheurs à une nouvelle hypothèse communiste. Les réseaux et les commissions thématiques du Parti (ex-commission sport, école, féminisme, relations internationales...) sont des outils importants et doivent être plus utilisés pour l'analyse, les propositions... Le texte les réduit simplement à un outil de communication, ce n'est pas la réalité. Chaque commission devrait régulièrement rapporter au CN. Beaucoup de camarades s'interrogent, parfois critiquent la communication. Il faut aborder démocratiquement cette question et nos outils (affiches, tracts, sites). Nous devons être plus présents dans les médias et développer une réelle stratégie des médias en multipliant les porte-parole.

Marie-Christine Burricand – Rhône

Je ne voterai pas ce texte sur le Parti, parce qu'il fait l'impasse sur une question essentielle. Avons-nous ou pas une difficulté avec les ouvriers, les employés, les catégories populaires ? Est-ce qu'il y a un problème en France quand ceux-là sont exclus de la représentation nationale ? Est-ce qu'on a un problème quand dans les grandes Zup, l'abstention peut dépasser les 70 % ? Si nous ne parlons pas de cette question, cela signifie qu'on imagine transformer la société sans ces femmes et hommes qui sont au cœur des dégâts du capital. C'est une erreur grave qui nourrit le vote FN et l'islamisme radical. Je récusé l'expression parti des 99 %. Il y a une bataille de classe dans la société et la bourgeoisie défend ses intérêts, bien au-delà des 1 %. Je demande la sociologie du PCF, du Conseil national et du congrès

Gilles Ravache – Haute-Savoie

Je suis d'accord pour prendre séparément les 3 questions du Congrès, mais il faut les lier. Concernant le Parti il faut réfléchir au discrédit de la politique et des partis, à la posture antisystème. Le rejet des partis concerne d'abord le Parti, et nous sommes vécus comme partie prenante du système. Est-ce que le poids du Parti n'est pas la question du rassemblement pour une politique de gauche ? C'est même une condition sine qua non. Nous voulons être le parti des 99 %. D'accord, mais alors le Parti permettrait à ceux qui sont exclus de la vie politique d'y entrer, d'y imposer les transformations dont ils ont besoin. Le Parti doit donner à voir dans sa vie, son fonctionnement, le modèle d'une vie politique donnant le pouvoir au peuple. Dans ce cadre, rendre les communistes acteurs de la construction de la direction peut illustrer cette conception de la politique pour tous.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Pour Marx, les classes sociales permettent d'analyser les contradictions antagoniques qui traversent la société. Les 99 % regroupent bien l'ensemble de ceux dont l'intérêt est incompatible avec l'infime minorité qui s'accaparent les richesses produites par le travail de milliards d'individus : ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, artisans, petits dirigeants d'entreprises... La « classe moyenne » n'est pas un mythe mais un concept (population répartie autour d'un salaire médian) que nous récusons pour rassembler. Nous avons organisé en octobre 2015 un colloque sur l'avenir de l'aéronautique avec le groupe GDR de l'Assemblée nationale (près de 100 salariés de la filière des départements 77, 91, 92, 93, 95, 87, 31, 33, 76...). Le paragraphe 2.3 « repenser nos priorités d'implantation » ne répond pas aux attentes des participants, tout comme des sections et cellules ou collectifs de notre parti qui se sont impliqués dans le succès de cette initiative.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Trois idées.

1.- Il y a besoin d'un parti. Un parti communiste. Question centrale qui fait débat, plus encore avec les difficultés qu'il rencontre. Besoin aiguisé par l'ampleur et la nature de la crise, par les stratégies de recomposition, et les enjeux de 2017 et après.

2.- Besoin d'un parti nouveau. (Ni nostalgie ni dilution). Un parti adapté aux conditions nouvelles de l'action politique (réseaux sociaux, jeunesse, bouleversement du monde du travail), crise de la politique (sentiment d'impuissance, besoin de changement des idées, des personnes, des pratiques). Une organisation politique adaptée à une stratégie renouvelée de la transformation pour l'émancipation, de conquête du pouvoir, en phase avec les contradictions de la société. L'expérience montre les difficultés et les obstacles pour des transformations au niveau des exigences.

3.- Pas besoin d'attendre un congrès pour renouveler les pratiques. Les questions sont posées pour aujourd'hui (mouvements sociaux, attentes populaires, offre politique). Parti guide ou parti au service du mouvement , portant jusqu'aux institutions ce rapport entre politique et contradictions générées par la crise (ce qui n'a pas été le cas avec le mouvement de 2009/2011).

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Le renforcement est la question première qui conditionne le redéploiement du Parti, sa structuration en proximité. Les jeunes qui rejoignent le Parti, quand ils sont isolés, peuvent être intégrés via les nouvelles formes de militantisme que sont les réseaux sociaux. En Maine-et-Loire, on se redéploie en proximité, via des créations de cellules d'une part, et dans l'expérimentation d'une structuration nouvelle dans la ruralité qui aboutira probablement à une nouvelle section issue d'un redécoupage territorial et de nouvelles adhésions.

Pierre Laurent – Paris

Chaque membre du CN a un rôle important pour permettre le débat, encourager à libérer la parole, travailler à synthétiser les propositions. Ces derniers auront à décider de tout. Le CN se réunira de nouveau à la mi-avril pour faire le point sur la question des directions futures du Parti, mais aussi sur l'organisation de primaire de gauche et écologiste.

Le texte sur la stratégie sur 2017 et des années futures propose de continuer la démarche du Front de gauche. Concernant le Front de gauche, il y a besoin de comprendre pourquoi nous n'arrivons pas à faire ce que nous souhaitons à la genèse de celui-ci. Nous aurons à nous interroger autour de deux questions : le Front de gauche pourquoi faire ? Et pour quels objectifs ? Concernant le texte sur les transformations utiles et concrètes pour un Parti communiste français de nouvelle génération. Nous devons déboucher sur un relevé de décisions dans les conférences de sections, départementales, dans les commissions, formuler des décisions pour le congrès. Tenir les deux bouts : ambition de transformations du PCF et des décisions concrètes, tout cela pour mettre en valeur notre richesse militante ce que nous avons du mal à faire pour le moment. Le PCF doit être à la hauteur de ses ambitions. Cela concerne aussi la Direction nationale du PCF. Nous devons penser différemment la conception de la future Direction nationale, le futur Conseil national, car nous avons nous-même des problèmes d'efficacité du travail national.

Concernant les élus, il y a besoin de retourner le problème. Ce n'est pas le rapport des élus au PCF mais un plutôt un problème de sous estimation de l'apport considérable que constitue le fait d'avoir des élus à tous les niveaux pour mener le travail de transformation que nous prôtons. Les élus sont directement confrontés aux rapports de force qui existent dans la société souvent défavorables. Et pourtant, souvent ils réussissent. N'y aurait-il pas besoin de valoriser, capitaliser ces expériences ? De créer des espaces de travail commun de partage d'expériences ? Se projeter dans des objectifs de conquête : la perte d'élus nous pose des problèmes.

Le relevé de décisions deviendra un ordre de mission à l'ensemble des directions du PCF. Plus on sera concrets, plus on sera efficace et mieux nous pourrions évaluer ce travail.